

RCS : ROMANS
Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 00196
Numéro SIREN : 430 355 495
Nom ou dénomination : KOESIO GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 06/10/2023 sous le numéro de dépôt A2023/007732

KOESIO GROUPE
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 17.437.815 EUROS
SIEGE SOCIAL : 53, AVENUE DES LANGORIES – 26000 VALENCE
RCS ROMANS 430.355.495

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'an deux mille vingt trois
Le 30 juin
A 10 heures

Les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation du Président.

Les membres de l'assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance.

La société MAZARS & SEFCO, co-commissaire aux comptes titulaire dûment convoquée est absente excusée.

La société GRANT THORNTON, co-commissaire aux comptes titulaire dûment convoqué est absente excusée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre Eric BRENIER, ès qualité de Président de la société.

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau qui constate que les associés présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 124.540 actions en pleine propriété sur les 129.169 actions formant le capital social et ayant droit de vote. L'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des associés :

- un exemplaire des statuts de la société,
- une copie de la lettre adressée à chaque associé,
- la copie de la lettre de convocation adressée à chacun des co-commissaires aux comptes,
- la feuille de présence.

Pour être soumis à l'assemblée sont également déposés :

- un exemplaire des statuts,
- le rapport du Président,
- le rapport spécial des co-commissaires aux comptes,
- le texte de projet de résolutions,
- les documents de vote par correspondance.

Le Président rappelle ensuite que tous les documents devant, d'après la législation des sociétés commerciales, être communiqués aux associés ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée et que la société a satisfait dans les délais légaux aux demandes d'envoi de documents dont elle a été saisie en application des textes en vigueur. L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

PB

- présentation du rapport du président
- présentation du rapport spécial du commissaire aux comptes
- délégation au Président à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la société, dans la limite d'un montant **nominal** maximal de 152.550 € et de 1.130 actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Associés,
- suppression du droit préférentiel de souscription au profit du FCPE KOESIO
- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis il présente le rapport du Président et le rapport des co-commissaires aux comptes.

Enfin, la discussion est ouverte. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société et du rapport spécial du Commissaire aux comptes de la Société,

après avoir constaté que le capital est entièrement libéré, et sous réserve de l'approbation de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription au profit du FCPE KOESIO et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et L.225-129-2 du Code de commerce,

- (i) délègue au Président de la Société, sa compétence, avec faculté de subdélégation dans le cadre des dispositions prévues par la loi, pour décider, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Associés de la Société, une ou plusieurs augmentations de capital, par l'émission d'actions ordinaires dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- (ii) décide que les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourront excéder un plafond total (en nominal) de 152.550 €, équivalent à 1.130 actions ordinaires de 135 euros de valeur nominale chacune ;
- (iii) décide que le prix d'émission des actions qui pourront être émises en vertu de la présente décision sera fixé par le Président de la Société sur la base du rapport d'un expert indépendant, le cabinet RSM, élaboré en juin 2022 et de la valorisation de l'action en résultant sur la base des comptes du dernier exercice clos à la date d'émission des actions considérées;
- (iv) décide que la présente délégation sera valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes ;
- (v) donne, notamment et sans que cette énumération soit limitative, tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de :
 - (a) fixer les conditions d'émission, notamment les dates, délais et modalités d'émission ;
 - (b) déterminer le nombre d'actions à émettre et les modalités de leur libération, et notamment, fixer le prix d'émission des actions sur la base du rapport de l'expert indépendant, le cabinet RSM, élaboré en juin 2022 et de la valorisation de l'action en résultant sur la base des comptes du dernier exercice clos à la date d'émission des actions considérées ;
 - (c) généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords et effectuer toutes formalités pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater les réalisations des augmentations de capital qui en résulteront et modifier corrélativement les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

163

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société et du rapport du Commissaire aux comptes de la Société sur la suppression du droit préférentiel de souscription,

décide, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés de la Société et d'attribuer le droit de souscription à hauteur de 152.550 € (en valeur nominale, outre prime d'émission en plus le cas échéant) soit un nombre maximum de 1.130 actions ordinaires nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la délégation de compétence consentie au Président de la Société aux termes de la décision précédente, au profit du FCPE KOESIO.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

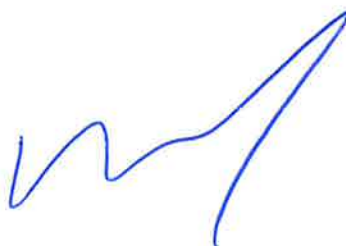
TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités requises par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président après lecture.

Le Président
Monsieur Pierre-Éric BRENIER



KOESIO GROUPE
Société par actions simplifiée au capital de 17 437 815 euros
Siège social : 53 Avenue des Langories, 26000 VALENCE
430 355 495 RCS ROMANS

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS
DU PRÉSIDENT DU 21 SEPTEMBRE 2023

Le 21 septembre 2023

Monsieur Pierre-Eric BRENIER, agissant en qualité de Président de la société KOESIO GROUPE (ci-après dénommée la « **Société** ») sus-désignée,

A statué sur l'ordre du jour suivant

- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit du FPCE KOESIO,
- Pouvoirs pour formalités.

et pris les décisions ci-après

EXPOSÉ

Après avoir rappelé que :

- l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société réunie le 30 juin 2023 a décidé :

- d'augmenter le capital social d'un montant maximal de 152.550 € par apport en numéraire ou par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles sur la Société, par la création d'un maximum de 1.130 actions nouvelles de 135 euros de nominal chacune émises avec prime,
- que le prix d'émission des actions qui pourront être émises en vertu de cette décision sera fixé par le Président de la Société sur la base du rapport d'un expert indépendant, le cabinet RSM, élaboré en juin 2022 et de la valorisation de l'action en résultant sur la base des comptes du dernier exercice clos à la date d'émission des actions considérées,
- de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver l'émission des actions nouvelles au profit du **FCPE KOESIO**, en totalité,
- de conférer toute délégation de pouvoirs et de compétences au Président pour fixer les modalités de cette augmentation de capital et en constater la réalisation.

- conformément aux pouvoirs et compétences qui lui ont été délégués, le Président a défini les modalités de cette augmentation de capital social par décisions en date du 7 septembre 2023. Il a ainsi décidé :

- « - de réserver le droit à souscription à l'augmentation de capital social, suite à suppression du droit préférentiel de souscription à son profit, au **FCPE KOESIO**, fonds commun de placement d'entreprise, représenté par sa société de gestion, la société Equalis Capital France, société par actions simplifiée au capital de 233.030 euros, dont le siège social est situé 112, avenue Kléber – 75116 Paris, et ayant pour numéro d'identification unique le numéro 517 705 679 R.C.S Paris ;
- de fixer le montant de l'augmentation de capital social à la somme de 152.550 euros au maximum par création d'un maximum 1.130 actions nouvelles ;
- de fixer le prix d'émission des actions nouvelles à la somme de 4.385,08 euros par titre, comprenant 135 euros de valeur nominale et 4.250,08 euros de prime d'émission ;
- que les actions nouvelles seront libérées en totalité en espèces lors de leur souscription, en ce compris la prime d'émission ;

- que le montant global de la prime d'émission sera inscrit au passif du bilan dans un compte "prime d'émission" sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux ;
 - que conformément aux dispositions de l'article L225-138-1 2° du code de commerce « *L'augmentation de capital n'est réalisée qu'à concurrence du montant des titres de capital souscrits par les salariés individuellement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou des titres émis par des sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L. 214-166 du code monétaire et financier. Elle ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146* »
 - que les actions non souscrites ne pourront pas être réparties en totalité ou en partie auprès de quiconque ;
 - que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital. Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires. En cas de distribution de dividendes au titre de l'exercice en cours, les actions nouvelles donneront droit à dividende à proportion des actions détenues par le souscripteur dans le capital de la Société au jour de ladite distribution ;
 - que les souscriptions seront reçues au siège social, du 8 au 30 septembre 2023 inclus.
- Toutefois, ce délai se trouvera clos par anticipation dès que le FCPE KOESIO aura notifié à la Société le nombre de titres souscrits.
- Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la banque Société Générale – Auvergne Rhône Alpes sur un compte « augmentation de capital » ouvert spécifiquement pour cette opération. »

RÉALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Président constate que :

- 973 (neuf cent soixante-treize) actions nouvelles composant l'augmentation de capital social ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles par le **FCPE KOESIO**, seul bénéficiaire de la souscription, au prix de 4 385,08 € (quatre mille trois cent quatre-vingt-cinq euros et huit centimes) chacune, soit 135,00 € (cent trente-cinq euros) de valeur nominale, assortie d'une prime d'émission de 4 250,08 € (quatre mille deux cent cinquante euros et huit centimes) par action, soit au total 131.355 € (cent trente et un mille trois cent cinquante-cinq euros) à titre d'augmentation du capital social et 4.135.327,84 € (quatre millions cent trente-cinq mille trois cent vingt-sept euros et quatre-vingt-quatre centimes) à titre de prime d'émission ;
- Que la somme de 4 266 682,84 € (quatre millions deux cent soixante-six mille six cent quatre-vingt-deux euros et quatre-vingt-quatre centimes) représentant la totalité des souscriptions a été libérée en numéraire et versée sur le compte « augmentation de capital » ouvert à cet effet par la Société dans les livres de la banque SOCIETE GENERALE, dépositaire des fonds, et que cette dernière a établi en date de ce jour un certificat de dépôt des fonds, sur présentation du bulletin de souscription.

Le délai de souscription est clos par anticipation dès ce jour.

MODIFICATION DES STATUTS

En conséquence, le Président :

- constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'une somme de 131.355 € par création de 973 actions nouvelles, à la date du certificat du dépositaire, soit ce jour.

Le capital de la Société s'établi en conséquence à la somme de 17.569.170 euros divisé en 130.142 actions de 135 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

- décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 6 – Formation du capital

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

« Suite aux délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 2023 et des décisions du Président statuant sur délégations en date du 21 septembre 2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 131.355 (cent trente et un mille trois cent cinquante-cinq) euros par apport en numéraire et création de 973 actions nouvelles. »

ARTICLE 7 - Capital Social

« Le capital social est fixé à la somme de dix-sept millions cinq cent soixante-neuf mille cent soixante-dix euros (17.569.170 €).

Il est divisé en 130.142 Actions Ordinaires de 135 euros valeur nominale chacune, toutes de mêmes catégories et entièrement libérées. »

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Mentions signature électronique

Les parties reconnaissent que les présentes sont signées électroniquement par procédé DocuSign, conformément aux articles 1366, 1367 et 1375 du Code civil, (i) permettant la remise d'un exemplaire numérique de l'acte à chacune des parties signataires et (ii) garantissant que le présent acte est établi et conservé dans les conditions de nature à en garantir l'intégrité et que la signature électronique utilisée consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

De convention expresse valant convention sur la preuve, les parties s'accordent pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature des présentes par le service DocuSign.

Pierre-Eric BRENIER
Président

DocuSigned by:
Pierre-Eric BRENIER
5B28A7A4C06F4B1...

KOESIO GROUPE
Société par Actions Simplifiée
Capital social : 17.569.170 Euros
Siège social : 53 Avenue des Langories - 26000 VALENCE
430 355 495 RCS ROMANS

STATUTS

Articles 6 et 7 des statuts mis à jour suite aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2023 et aux décisions du Président du 21 septembre 2023

Certifiés conformes

Le Président
M. Pierre-Eric BRENIER

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of connected loops and a final vertical stroke, positioned below the printed name of the President.

KOESIO GROUPE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

CAPITAL SOCIAL : 17.569.170 EUROS

SIEGE SOCIAL : 53, AVENUE DES LANGORIES - 26000 VALENCE

RCS ROMANS 430 355 495

S T A T U T S

Titre I – Préambule – Dénomination – Objet - Siège - Durée

ARTICLE 1. Préambule - Forme

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seings privés en date du 25 Mars 2000 pour une durée de 99 années. Elle a été immatriculée au RCS de ROMANS le 18 avril 2000.

La société a été transformée en société par actions simplifiée par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 30 Septembre 2005, intervenue sans création d'un être moral nouveau.

La société KOESIO GROUPE (ci-après dénommée la « Société ») continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les dispositions en vigueur, notamment par la loi du 24 juillet 1966 et celle du 12 Juillet 1999 et ses décrets d'application, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : **KOESIO GROUPE**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- l'activité de centrale d'achat de tous produits, gestion de stocks de marchandises, centrale de référencement,
- toutes prestations de services dans les domaines de la comptabilité, l'informatique, le marketing, le recrutement de personnel, le management, les services techniques et de maintenance, la logistique, la dispatch et dans tous domaines ayant trait à la gestion et aux services aux entreprises,

- toutes opérations de gestion financière, gestion, prises et cessions de participations dans toutes sociétés quelle qu'en soit la forme ; l'acquisition, la cession et la gestion de tous droits et biens immobiliers.

- le tout directement ou indirectement par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits, sous réserve des lois et décrets d'application régissant son activité,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement.

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège social est fixé : 53, avenue des Langories - 26000 VALENCE

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 - Durée - Année sociale

1- La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} Avril et finit le 31 Mars.

Titre II - Apports - Capital Social - Actions

Article 6 - Formation du capital

- Apports lors de la constitution de la Société :

Monsieur Pierre-Eric BRENIER apporte à la Société sous les garanties ordinaires de droit :

- 1.625 actions de 100 Francs valeur nominale chacune de la société anonyme C'PRO, au capital de 250.000 Francs dont le siège social est Z.I. BRIFFAUT EST - Route de Chabeuil - 26000 VALENCE, immatriculée au RCS de ROMANS sous le numéro B/381.228.386, ayant pour activité le négoce de matériel de reprographie et d'impression, matériel et mobilier de bureau, ainsi que la maintenance et la réparation de ces matériels,

- Ces actions ont été évaluées à la somme de 580 € par action, soit une valeur globale de 942.500 €,

- Les actions apportées ont été souscrites par Monsieur Pierre-Eric BRENIER lors de la constitution de la société en mars 1991.

Madame Marie-Laure BRENIER apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit :

- 175 actions de 100 Francs valeur nominale chacune de la société anonyme C'PRO, au capital de 250.000 Francs dont le siège social est Z.I. BRIFFAUT EST - Route de Chabeuil - 26000 VALENCE, immatriculée au RCS de ROMANS sous le numéro B/381.228.386, ayant pour activité le négoce de matériel de reprographie et d'impression, matériel et mobilier de bureau, ainsi que la maintenance et la réparation de ces matériels,

- Ces actions ont été évaluées à la somme de 580 € par action, soit une valeur globale de 101.500 €,

- Les actions apportées ont été souscrites par Madame Marie-Laure BRENIER lors de la constitution de la société en mars 1991.

Monsieur et Madame BRENIER rappellent qu'ils sont mariés sous le régime de la séparation des biens et que les biens apportés constituent des biens propres dont ils ont la libre disposition. En conséquence les parts sociales qui leur seront attribuées en rémunération de leurs apports constitueront également des biens propres à chaque époux.

Le montant total des apports en nature effectués par les deux associés fondateurs s'établissent en conséquence à 1.044.000 € (UN MILLION QUARANTE QUATRE MILLE Euros).

Concernant les apports en nature réalisés par les deux associés fondateurs, ces derniers précisent expressément :

- que ces apports ont été évalués connaissance prise des conditions stipulées les concernant et du rapport établi le 14 Mars 2000 par Monsieur Christian GARROUTEIGT commissaire aux comptes inscrit au tableau de l'ordre et demeurant Place de la PECOURTE à AUBENAS (07100) désigné par tous les associés fondateurs en qualité de commissaire aux apports.

- que la Société aura la propriété des biens et droits apportés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, mais elle en aura la jouissance immédiate par la perception de tous fruits, dividendes ou revenus distribués à compter de ce jour. La Société bénéficiaire des apports sera plus généralement substituée dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

- que l'apport des 1.800 actions au profit de la Société a fait l'objet d'un agrément du Conseil d'administration de la société C'PRO en date du 1er Mars 2000.

- que les 1.800 actions objets du présent apport sont entièrement libérées et ne sont grevées d'aucune inscription de nantissement, qu'elles ne font pas l'objet de saisie et que chacun des apporteurs peut en disposer librement.

En rémunération des apports effectués :

Monsieur Pierre-Eric BRENIER se voit attribuer 94.250 parts sociales de 10 Euros valeur nominale de la Société.

Madame Marie-Laure BRENIER se voit attribuer 10.150 parts sociales de 10 Euros valeur nominale de la Société.

Soit TOTAL des parts intégralement libérées et rémunérant les apports en nature : 104.400 parts

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 5 novembre 2002, le capital social a été augmenté, d'une part, d'une somme de 64.489,80 euros prélevée sur la réserve spéciale de l'article 219-I-f du CGI, et, d'autre part de la somme de 11.510,20 euros prélevée sur les autres réserves. Cette augmentation de capital, portant le capital social à la somme de 1.120.000 euros s'est traduite par la création de 7.600 nouvelles parts sociales attribuées aux associés au prorata de leurs droits sur les réserves incorporées.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 22 juillet 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de 14.000.000 euros prélevée sur le poste « Autres réserves » et par élévation de la valeur nominale unitaire de chaque action portée de 10 euros à 135 euros.

Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26 mars 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 85.320 euros par apport en nature et par création de 632 actions nouvelles de 135 euros valeur nominale chacune émises avec prime d'apport attachée de 485,55 euros par action nouvelle.

Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 2.232.495 euros par apport en nature et par création de 16.537 actions nouvelles de 135 euros valeur nominale chacune émises avec prime d'apport attachée de 797,24 euros par action nouvelle.

Suite aux délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 2023 et des décisions du Président statuant sur délégations en date du 21 septembre 2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 131.355 (cent trente et un mille trois cent cinquante-cinq) euros par apport en numéraire et création de 973 actions nouvelles.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de dix-sept millions cinq cent soixante-neuf mille cent soixante-dix euros (17.569.170 €).

Il est divisé en 130.142 Actions Ordinaires de 135 euros valeur nominale chacune, toutes de mêmes catégories et entièrement libérées.

Article 8 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise dans les conditions fixées à l'article 31.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de majorité prévues à l'article 31.

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9 - Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 - Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'associé.

Article 12 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf aux intéressés à notifier à la Société dans le mois de l'acte constatant le démembrement des actions en cause une répartition différente, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 13 - Cession et transmission des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Article 14 - Agrément

Toute transmission et cession d'actions, même entre associés, au profit d'un ascendant, descendant d'un associé, comme les transmissions à cause de mort au profit de tous héritiers ou ayants droit, transmission au conjoint d'un associé de son vivant ou dans le cadre d'une liquidation de communauté entre époux, ou au profit de tiers est soumise à l'agrément préalable du Président.

L'agrément concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la pleine propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, dissolution par réunion de toutes les parts en une seule main, apports, succession etc...).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS) et s'il s'agit d'une personne morale l'identité complète de ses associés ou actionnaires et de ses dirigeants ; et, dans tous les cas : la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération. En cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la Société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la Société. Au vu de cette demande, le Président de la Société dispose d'un délai maximum de trois mois (de date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la Société n'agrée pas la personne désignée, le Président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la Société en vue d'une réduction de capital.

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, rappel étant fait que selon les dispositions de cet article, « *l'expert est tenu d'appliquer, lorsqu'elles existent, les règles et modalités de détermination de la valeur prévue par les statuts de la société ou par toute convention liant les parties* ». En conséquence les modalités de valorisation des actions figurant à tous pactes d'associés devront impérativement être appliquées par cet expert.

Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la Société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la Société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement : Lorsque la Société par l'intermédiaire de son Président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Toute cession ou transmission réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 15 – Sans objet

Article 16 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Titre III - Direction et contrôle de la Société

Article 17 – Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité absolue des voix.

Le mandat du Président est à durée indéterminée.

Il ne pourra être révoqué, pour justes motifs, que par décision de la collectivité des associés statuant à la majorité absolue des voix. Le Président, s'il est actionnaire peut participer au vote.

Le Président peut démissionner.

17.1. Lorsque le Président est une personne morale, cette personne morale est tenue lors de sa nomination de désigner un représentant permanent personne physique qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale Président révoque son représentant permanent, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et la désignation du nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

17.2. Dans l'hypothèse où le Président personne physique est Monsieur Pierre-Eric BRENIER, et uniquement en cas de décès ou d'empêchement médicalement constaté, le Comité de Direction, s'il a été constitué, nomme un nouveau Président de son choix ou délègue un de ses membres aux fonctions de Président.

En cas d'empêchement, cette délégation ou cette nomination est faite pour une durée limitée et qui ne peut excéder trois mois, renouvelable au maximum une fois. A l'issue de cette période, et si Monsieur Pierre-Eric BRENIER est toujours empêché, une assemblée générale doit être convoquée à brefs délais pour désigner un nouveau Président. De plus dès que Monsieur Pierre-Eric BRENIER n'est plus empêché, il retrouve automatiquement ses fonctions de Président.

En cas de décès, cette nomination ou cette délégation vaut uniquement jusqu'à l'élection du nouveau Président par l'assemblée générale ordinaire des associés, qui doit être convoquée par le nouveau Président dans des délais raisonnables.

Dans ces deux hypothèses, et pour les mêmes durées, le Comité de Direction délègue également un de ses membres personne physique ou nomme une personne physique de son choix, ès qualité de représentant permanent de la Société mandataire social dans d'autres sociétés.

Dans l'hypothèse où le Président est une personne physique autre que Monsieur Pierre-Eric BRENIER, il est pourvu directement à son remplacement par l'assemblée générale des associés convoquée sans délai par l'associé le plus diligent.

Article 18 - Pouvoirs du Président

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

Article 19 – Comité de Direction

Le Président peut désigner un Comité de Direction qui sera composé de six membres au plus, associés ou non. Les membres du Comité de Direction sont nommés à durée indéterminée. Ils sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués, à tout moment et ad nutum, par le Président.

Les membres du Comité de Direction peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les membres personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent personne physique qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et la désignation d'un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Le Président de la Société désigné par la collectivité des associés est Président de droit du Comité de Direction.

Les membres sont convoqués aux séances du Comité de Direction par le Président, par tous moyens, même verbalement. Les délibérations sont prises à la majorité de ses membres. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Ce Comité s'il est désigné par le Président, a les pouvoirs suivants :

- Fixation de la rémunération du Président,
- En cas de décès ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Eric BRENIER, Président personne physique, pouvoir temporairement à son remplacement jusqu'à la réunion d'une assemblée générale nommant un nouveau Président, ainsi qu'à la désignation d'un représentant permanent personne physique de la Société ès qualité de mandataire social dans toutes sociétés où elle exerce un tel mandat.

Il peut être consulté par le Président pour donner un avis sur tout sujet intéressant l'activité sociale, comme sur toute question relative à la stratégie et au développement de la Société.

Article 20 – Directeur Général et Autres dirigeants

20.1. Le (s) directeur (s) général (aux) de la Société.

Le Président de la Société peut nommer un ou des directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors, chargés de l'assister.

Lorsque le directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La durée des fonctions de chaque directeur général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle du président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président de la Société, chaque directeur général conserve, sauf décision contraire des associés, ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions moyennant un préavis de trois mois. Il peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de directeur général n'ouvre droit à l'attribution d'aucune indemnité.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs vis-à-vis des tiers que ceux attribués au Président de la Société par l'article 18 des présents statuts, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles (notamment dans le cadre du fonctionnement de la Société ou de ses organes sociaux, tel qu'agrément des cessions de titres, convocation des assemblées, modifications statutaires etc...).

Toutefois, à titre de règle interne, inopposable aux tiers, chaque directeur général ne peut, sans l'autorisation écrite préalable du Président, réaliser les opérations suivantes :

- contracter des emprunts à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par les associés,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux, d'immeubles ou de droits immobiliers,
- acquérir ou céder tout élément de fonds de commerce,
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- participer à la fondation de sociétés, comme de tout groupement ou entreprises quelle qu'en soit la forme et l'objet (ci-après dénommés collectivement les/la SOCIETE(s)), faire tous apports à des SOCIETES constituées ou à constituer, prendre une participation quelle qu'en soit l'importance dans une SOCIETE, céder, apporter, et plus généralement transférer la propriété de toute participation que la Société et/ou ses filiales détiendrait,

- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la Société détient la totalité des titres de capital et ou des droits de vote, décider toute fusion.

La rémunération de chaque directeur général est fixée par le Président.

S'il existe un comité social et économique au sein de la Société, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L. 2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du Président de la Société.

20.2. Le Président peut également nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, dont il fixera les pouvoirs.

Ces dirigeants sont révocables à tout moment par le Président, en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président. Le Président fixe leur rémunération.

Article 21 - Rémunération du Président

La rémunération du Président est déterminée par le Comité de direction. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 22 - Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 23 - Représentation sociale

Les Délégués du Comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent leur mandat auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Article 24 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Titre V - Décisions collectives

Article 25 - Décisions devant être prises collectivement

Doivent être prises collectivement les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution de la Société et nomination du liquidateur,

- prorogation de la Société,
- transformation en société d'une autre forme,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination et révocation du Président, sous réserve des cas spécifiquement prévus à l'article 17.2 ci-dessus,
- approbation des comptes annuels (même dans le cadre d'une liquidation), l'affectation des bénéfices, et l'approbation des conventions réglementées définies à l'article L227-10 du code de Commerce sur présentation des rapports du commissaire aux comptes,

et ce, dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, doivent être prises à l'unanimité des associés toutes modifications ou adoption de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable pour toutes cessions d'actions, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale, le changement de nationalité de la Société, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence de Président, ou du Comité de Direction quand il est constitué, dans les conditions prévues aux présents statuts, y compris si elles emportent modification des statuts. Le Président peut cependant consulter les associés collectivement sur tout sujet qu'il juge utile.

Les décisions collectives des associés sont au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'approbation des conventions réglementées de l'article L 227-10 du code de commerce et la répartition des résultats devront être prises en Assemblée Générale.

Article 26 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « *oui* » ou « *non* ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Article 27 - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

Article 28 - Assemblée Générale

1 - Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée, soit par le Président, soit par l'un des associés uniquement dans le cas prévu à l'article 17.2. ci-avant, soit par le commissaire aux comptes en cas de carence du Président et après une mise en demeure demeurée infructueuse.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

3 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé.

4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée peut désigner un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et s'il a été désigné, le Secrétaire, et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 29 - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Article 30 - Majorité

Chaque action donne droit à une voix.

Toutes décisions collectives, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la Loi, seront prises à la majorité absolue des voix composant le capital social de la Société. Pour le décompte des voix sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné, les abstentions sont considérées comme des votes contre.

Titre VI - Exercice social - Comptes sociaux – Affectation et répartition des bénéfices

Article 31 - Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 32 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L.123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 33 - Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 34 - Mise en paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VII - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 35 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 36 - Transformation

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 37 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Titre VIII – Contestations

Article 38 - Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.